

le pouvoir aux travailleurs

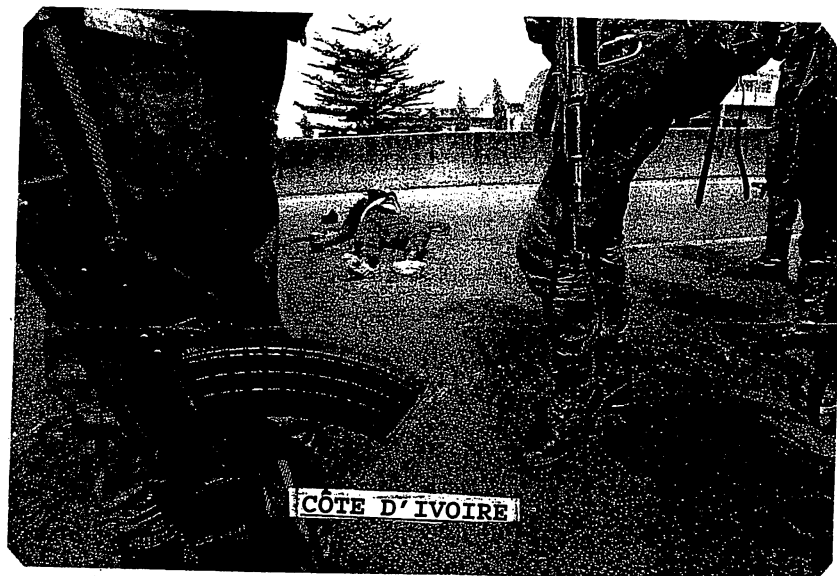
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 10 JANVIER 2006

N° 323 PRIX 0,60 Euros



LUTTE AU SOMMET

OU COUP DE FORCE MILITAIRE

NE NOUS LAISSONS PAS ENTRAÎNER

PAR LEUR RIVALITÉ !

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: attaque d'Akouédo: un innocent tué ...

Page 5
Sénégal: L'Etat face au borbier casamançais

Page 7
Mali: le cadeau de nouvel an du président aux partis politiques

Page 8
Tchad: le brigandage et la corruption comme mode de gouvernement

Page 10
Immigration: quand les stars de la jeunesse s'adressent aux jeunes

ABONNEMENT
FRANCE ET DOM/TOM :

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

AUTRES PAYS :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**LUTTE AU SOMMET OU COUP DE FORCE
MILITAIRE, NE NOUS LAISSONS PAS
ENTRAÎNER PAR LEUR RIVALITÉ !**

Il leur a fallu un mois de tractations pour former le gouvernement Banny. La lutte pour les postes ministériels devait être âpre entre chacun des clans. Ils ont fini par se partager les postes pour bien puiser dans les caisses de l'Etat. Après cela, ils viendront dire aux travailleurs qu'elles sont vides! Ou encore, que l'heure est à la reconstruction du pays et qu'il faut que les travailleurs continuent à se serrer la ceinture! Cela n'empêche pas les privilégiés de ce pays de s'en mettre plein les poches. Des immeubles et des villas se construisent nombreux à Abidjan. Des grosses cylindrées toujours plus nombreuses et plus rutilantes circulent dans les quartiers chics. C'est dire qu'il y a comme un système de vases communicants entre les coffres forts des riches et les poches trouées des pauvres. La classe bourgeoise, ceux qui contrôlent les banques, les usines, le port, l'énergie, la distribution, etc. ainsi que les politiciens qui se succèdent au pouvoir gouvernemental dans ce pays depuis quarante cinq ans ont beaucoup d'argent. Ils l'amassent au détriment des populations laborieuses. Les conditions de vie et de travail des classes laborieuses se sont dégradées, plus que jamais. Dans les quartiers populaires et dans les villages, la misère est partout présente.

Alors, oui, ceux parmi les Bédié, Ouattara et autres Gbagbo qui font croire qu'ils ont un "idéal" et qu'ils se soucient de "l'avenir du pays" sont des menteurs finis! A moins que "l'intérêt du pays", dans leur façon de raisonner soit exclusivement celui des classes riches. Ces démagogues réussissent malheureusement à tromper nombre de travailleurs. Les leaders des trois principaux partis politiques de ce pays, le FPI, le PDCI et le RDR bénéficient du soutien des gens issus des classes pauvres. Dans la majorité des cas cette adhésion s'effectue selon l'appartenance ethnique. Dans leur lutte pour le pouvoir jusqu'où ces dirigeants sont-ils capables de jeter les

petites gens les uns contre les autres?. Ils se moquent des souffrances de la population laborieuse.

A la misère s'ajoute l'insécurité qui devient insupportable dans les quartiers à cause des agents du Cécoc (Centre de commandement des opérations de sécurité) et autres milices qui tuent et qui rackettent. Les travailleurs sont les principales victimes de ces exactions. Particulièrement les frères burkinabé et maliens.

Nous ne sommes pas à l'abri d'un conflit inter ethnique dans lequel les clans bourgeois en lutte pour le pouvoir peuvent à tout moment nous entraîner. Ça ne fera

que nous compliquer encore plus la vie et créer la division et la haine entre les travailleurs de différentes ethnies, là où il leur faudrait justement l'unité et la solidarité.

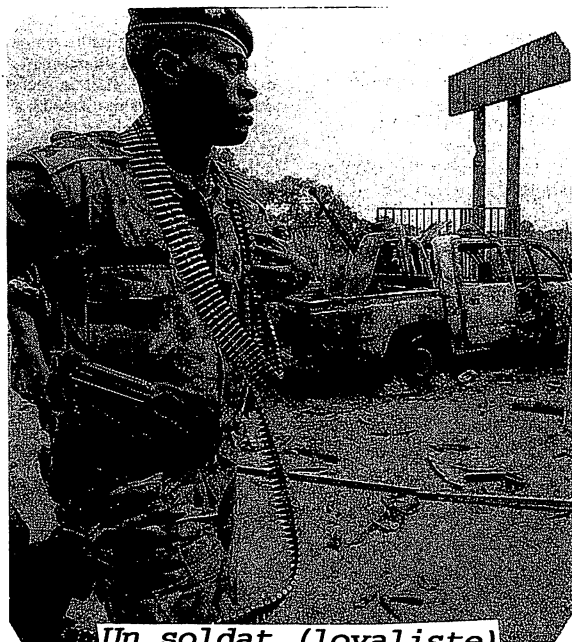
Tous ces problèmes sont vitaux pour les travailleurs. Personne ni aucun dieu ne viendra les solutionner à leur place.

Voilà pourquoi, ceux d'entre les travailleurs qui ont conscience de cette réalité doivent s'unir pour construire un parti politique authentiquement prolétarien pour que le poison de la xénophobie distillé à longueur de journées par les prétendants du pouvoir ne réussisse pas à semer la discorde dans les rangs des travailleurs.

CÔTE D'IVOIRE

LES CRIMINELS ONT TUÉ ET ARRÊTÉ DES TRAVAILLEURS A AKOUEDO

Qu'est-ce qui s'est donc passé dans le camp militaire d'Akouédo dans la matinée du 02 janvier 2006? On sait qu'il y a eu fusillades, mort d'hommes et arrestations.



Un soldat (loyaliste)
en faction

Etait-ce une attaque d'"assailants" venus de l'extérieur du camp comme veulent le faire croire l'état-major des FDS (Forces de Défense et de Sécurité) et le clan Gbagbo? En tous cas, les Forces Nouvelles de Soro Guillaume ou encore Mathias Doué récuse toute implication dans cette prétendue attaque et avancent plutôt l'idée d'une "mutinerie" au sein de l'armée, motivée par des revendications pécuniaires des soldats.

Ce dont on peut être certain, c'est que ces différents protagonistes, à savoir l'Etat major du FDS, Mangou; ceux des FN, les Soumaila Bakayoko, ou encore les Mathias Doué, etc, ainsi que les dirigeants politiques qui les encadrent, à savoir les Gbagbo et autres Soro Guillaume, tous ces gens-là mentent comme ils respirent! Les travailleurs ne peuvent prendre au comptant leurs paroles.

Quel que soit le scénario qui s'est déroulé ce 02 janvier à Akouédo, ce qui est sûr, c'est que de nombreux travailleurs ont trouvé la mort ou ont été arrêtés dans les environs. Ce sont des ouvriers du bâtiment, des gardiens, des jardiniers, des chauffeurs ou des apprentis de Gbaka, se rendant au travail, de passage devant le corridor d'Akouédo, qui ont été taxés d'assaillants et traités comme tel. Par la suite, de nombreux autres travailleurs, principalement d'origine Burkinabé, ont été

dépouillés de leurs biens, torturés et arrêtés dans les bidonvilles situés non loin de là par les gens du Cecos. Les militaires gouvernementaux sont peu courageux devant ceux qu'ils appellent des assaillants lorsque ceux-ci sont armés. Par contre ils sont féroces quant ils ont affaire à des travailleurs, surtout lorsqu'ils sont isolés et non organisés. Eh bien, oui, ce sont eux que Gbagbo est allé féliciter à Akouédo pour leur prétendue "bravoure"!

CÔTE D'IVOIRE

ATTAQUE D'AKOUEDO : UN INNOCENT TUÉ PAR LES "FORCES DE L'ORDRE"

Depuis le 2 janvier, jour de l'attaque des camps d'Akouédo, un vieux qui vendait des fruits de la passion, de la cola, etc. à Bingerville a disparu. Son corps a été vu parmi ceux des prétendus assaillants.

Cette énième "bavure" prouve qu'il ne fait pas bon être pauvre et se trouver sur le chemin des "forces de l'ordre" lorsqu'elles procèdent

à un ratissage pour trouver de prétendus assaillants. Il leur faut des boucs émissaires. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois.

Lors de toutes les attaques antérieures, que ce soit d'Anyama ou d'Agboville, des personnes raflées pour la plupart, ont été présentés contre toute évidence comme de dangereux assaillants. C'est écoeurant !

LA LUTTE CONTRE LE RACKET, DU BIDON !

Le commissaire du gouvernement Ange Kessi a fait arrêter récemment quatre militaires pris en flagrant délit de racket au corridor d'Anyama. Ils sont aux « arrêts » et seront, à l'en croire, « radiés des effectifs », en ajoutant que la chasse aux "brebis galeuses" se poursuivra.

C'est probablement de l'humour lorsqu'il traite les corps habillés racketteurs de « brebis galeuses » parce que, dans ce cas, ils le sont tous! Il suffit de sortir de sa maison pour les voir. Par exemple,

lorsqu'on prend le gbaka sur le tronçon Abobo-Adjamé par la voie express, on peut rencontrer environ cinq barrages. A chaque fois, au coup de sifflet du policier ou du gendarme, c'est plutôt l'apprenti qui descend, le plus souvent, sans même les pièces du véhicule. Partout il est obligé de laisser l'argent exigé par ceux-ci. A chaque barrage, c'est le même cinéma.

Comment dans cette atmosphère on peut prétendre lutter contre le racket en arrêtant quatre clampins? D'autant plus que chacun sait que

c'est toute la hiérarchie qui profite du fruit de leur rapine.

Le poste de « corps habillé » est devenu tellement juteux qu'il faut casquer une somme énorme pour espérer être admis à l'un de ses concours. Le poste de "motard" étant paraît-il le plus envié. Ceux-là sont obligés de verser une somme définie par avance à la hiérarchie,

sinon ils sautent. Pareil pour chaque véhicule CECOS. Ce n'est plus une affaire individuelle, c'est une affaire de réseau.

Alors, Monsieur le commissaire du gouvernement peut aller faire son cinéma ailleurs. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est certainement pas sur tous ceux-là qu'il faut compter en cas de besoin !

S É N É G A L

L'ÉTAT FACE AU BOURBIER CASAMANÇAIS

Au moment où les autorités sénégalaises s'apprêtaient à célébrer en grandes pompes "le premier anniversaire des accords de paix" signés le 30 décembre 2004 avec le MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance), la Casamance est de nouveau la proie d'actes de violence. Le 2 janvier dernier, le sous-préfet de l'arrondissement de Diouloulou, dans le nord-ouest de la Casamance a été tué par balles alors qu'il était accompagné d'un policier. Quelques jours plus tôt un autre véhicule avait été également attaqué. Ces faits sont attribués aussi bien par la presse sénégalaise que par les dirigeants officiels du MFDC à des "éléments incontrôlés" de la branche armée de ce mouvement indépendantiste. Ce qui est sûr, c'est que la signature de la paix survenue en décembre 2004 entre les représentants de l'Etat sénégalais et quelques dirigeants dits "historiques" du MFDC tel que l'abbé Diamacoune, n'ont nullement mis fin à la rébellion armée dans cette région, et ce, malgré le renforcement de la présence militaire de l'armée sénégalaise.

Cette rébellion a commencé en 1982. Le 18 décembre de cette année-là plusieurs centaines de militants du MFDC réunis dans un village proche de Ziguinchor (capitale

régionale de la Casamance) entament une marche pacifique vers cette ville. Ils se dirigent vers le siège de la gouvernance où ils font descendre symboliquement le drapeau national du Sénégal et hissent à sa place celui de leur mouvement. Surprises par la hardiesse des marcheurs les autorités sénégalaises, avec le président Diouf à leur tête, n'ont même pas eu le temps de réagir. Mais un an après, lorsque les marcheurs récidivent pour fêter l'anniversaire de leur marche, c'est le bain de sang. Depuis cette date, le seul langage du gouvernement sénégalais a été la violence par le renforcement des troupes armées. Cela n'a fait qu'envenimer la situation. A partir de ses bases arrière situées en Guinée Bissau et en Gambie voisine les hommes armés du MFDC attaquent sans distinction les civils comme les militaires. Les villages qui ont le malheur de ne pas les soutenir sont brûlés. Les villageois sont réduits à la misère et contraints d'aller se réfugier à Ziguinchor ou dans les pays voisins. De leur côté les troupes sénégalaises agissent pareillement. Malheur au villageois soupçonné d'être sympathisant du MFDC. Leurs villages sont détruits et leurs champs piégés de mines.

Le MFDC revendique

l'indépendance de la Casamance et n'hésite pas à s'en prendre aux habitants qu'il considère comme étrangers à la Casamance. Il trouve un certain écho auprès d'une partie de la jeunesse en s'appuyant sur le sentiment que leur région est "abandonnée" par l'Etat sénégalais depuis l'indépendance de ce pays. Les infrastructures scolaires, routières ou sanitaires ont été des années durant très négligées. De plus cette région est complètement enclavée. Le seul lien routier avec la capitale Dakar passe par la Gambie via le bac avec toutes les tracasseries douanières et le racket permanent. Sinon il faut faire un long détour par Tambacounda. Ce qui renchérit le prix de toutes les marchandises acheminées. L'autre lien avec la capitale était maritime avec un seul bateau faisant la navette. Rappelons que c'est ce bateau, le Joola, qui fit naufrage en 2002 et où sont mortes noyées plus de 2000 personnes.

Mais le gouvernement sénégalais, au lieu de répondre aux aspirations légitimes de cette population d'avoir dans leur région des infrastructures pour améliorer leurs conditions d'existence, ne répondit que par la force. Ce qui ne mit que de l'huile sur le feu. C'était sous la présidence d'Abdou Diouf. Abdoulaye Wade, l'actuel président, était alors dans l'opposition et faisait feu de tout bois. Rappelons que lors de la campagne électorale de l'élection présidentielle de l'an 2000, lorsque des journalistes lui demandaient sa position sur le problème casamançais il répondait: "Moi, je vous règle ça en six mois!". Aujourd'hui cela fait plus de cinq ans qu'il est au pouvoir. Il n'a pas fait mieux que son prédécesseur. Des grandes déclarations sur la "paix" mais rien de concret. La population casamançaise ne voit que le renforcement de la présence militaire.

Après le naufrage du Joola, le président Wade avait une occasion de

montrer aux habitants de la Casamance qu'il tenait compte de leur douleur et de leurs préoccupations en indemnisant les familles des victimes et en remplaçant dans les meilleurs délais le bateau naufragé. C'est l'Etat sénégalais qui était le propriétaire de ce bateau et c'est l'armée sénégalaise qui en avait la gestion. Or l'indemnisation ne s'est faite qu'avec parcimonie, les familles étant obligées de fournir de nombreux justificatifs, un véritable parcours de combattant pour la plupart d'entre elles.

Wade avait promis le lendemain du naufrage que "dans les six mois à venir" deux bateaux allaient remplacer le Joola. Il a fallu attendre presque la fin de l'année 2005 pour que les casamançais voient enfin un bateau de remplacement à quai à Ziguinchor. Mais ils apprennent en même temps que ce bateau n'est là que pour faire de la figuration lors de la cérémonie du troisième anniversaire du naufrage du Joola. Non seulement il n'est pas encore opérationnel mais de plus, même une fois qu'il le sera, il ne remplira pas les fonctions que les populations attendent de lui car il n'est pas fait pour le transport de marchandises des petits commerçants qui font la navette entre Dakar et la Casamance. Les habitants apprennent par la même occasion que ce bateau n'est là qu'à titre provisoire car c'est un prêt du gouvernement indonésien.

Tout cela ne contribue qu'à discréditer auprès des habitants de la Casamance l'image du gouvernement central à leur égard. Mais Abdoulaye Wade n'est pas à un mensonge près. Lui comme son gouvernement n'ont que du mépris à l'égard des populations pauvres et pas seulement de celles de la Casamance.

Voici un autre exemple de ce mépris. Cela s'est passé au courant du mois de décembre dernier. Les élèves du lycée Djinabo de Ziguinchor devaient recevoir un don

de plusieurs ordinateurs en provenance d'Allemagne pour se familiariser avec l'informatique. Mais les douaniers sénégalais ont confisqué ces ordinateurs et les ont vendus aux enchères. Ce qui a provoqué la colère des lycéens. Une manifestation de mécontentement dans la ville de Ziguinchor s'est transformée en émeute et en affrontements avec les forces de l'ordre. Il y a eu plusieurs blessés. Des locaux administratifs ont été incendiés. C'est alors seulement, après plusieurs jours, que le gouvernement a réagi autrement que par la force en donnant aux élèves d'autres ordinateurs en remplacement de ceux qu'ils auraient dû avoir par les dons. Si les autorités du pays n'avaient pas donné carte blanche aux douaniers pour agir comme ils ont fait, elles auraient pu éviter cette violence. Mais tout se passe comme si en même temps qu'il parle de paix, le gouvernement ne cherche qu'à imposer sa force dans cette région où les ressentiments sont exacerbés.

Pour convaincre on ne sait qui que la paix est en marche en Casamance, le gouvernement sénégalais a organisé le 30 décembre 2005 une "marche de la paix" à Ziguinchor.

Une importante délégation avait été dépêchée sur place, conduite par plusieurs ministres dont celui de l'armée avec la présence de l'Abbé

Diamcoune. De nombreux artistes y ont été conviés afin d'attirer les jeunes. Le journal gouvernemental Le Soleil relate cet "événement" en écrivant qu'il "a mobilisé une importante foule". C'est un pur mensonge. Un autre journal indépendant du pouvoir dit que ce fut un "fiasco" puisque sur les plusieurs milliers de personnes attendues il n'y a eu que près de trois cents personnes présentes en comptant les délégations officielles. A la fin il n'y avait que cinquante marcheurs, de plus ils ont fini le trajet en véhicules prêtés par l'administration. C'est dire que la paix dont se gargarise Abdoulaye Wade n'illusionne personne en Casamance, pas même ses propres partisans.

Les souffrances des populations pauvres de la Casamance ne préoccupent ni le gouvernement sénégalais ni les dirigeants du MFDC. Certains dirigeants de ce mouvement tentent un rapprochement avec les autorités en monnayant leur ralliement mais il y a autant de branches "incontrôlées" que d'ambitions personnelles insatisfaites. L'appât du gain étant leur principale motivation. Les travailleurs, les petits paysans comme l'ensemble des populations déshéritées ne peuvent compter ni sur le gouvernement ni sur le mouvement indépendantiste pour trouver une quelconque issue à leurs souffrances.

M A L I

LE CADEAU DE NOUVEL AN DU PRÉSIDENT AUX PARTIS POLITIQUES

Le 5 janvier dernier le président malien Toumani Touré, a décidé d'octroyer une somme de 906 millions de francs CFA au financement des partis politiques. Cette somme sera à répartir en fonction surtout du nombre de

députés et d'élus communaux dont dispose chaque formation. Il y a officiellement 103 partis politiques au Mali. Mais la plus grosse partie de cette manne ira dans les poches des dirigeants proches du pouvoir et accessoirement dans celles des

notables "opposants". Toumani Touré a trouvé là une manière d'acheter ceux qui ne sont pas totalement acquis à sa cause. Quoi d'étonnant alors que même les partis qui ne se réclament pas de lui lui font la courbette? Il cultive l'image du sage qui donne à tout le monde comme le faisait Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire à l'époque où les caisses de l'Etat étaient pleines des recettes du café et du cacao.

Mais pendant que les dirigeants et les notables de tout bord se remplissent les poches, les travailleurs et les petits paysans sont contraints de se serrer la ceinture. Le coût de la vie ne cesse

de grimper alors que les salaires sont bloqués. Les petits cultivateurs de coton, principale production d'exportation du Mali, sont obligés de produire toujours plus de coton pour compenser les prix de leurs produits toujours tirés vers le bas. Les 906 millions de francs CFA dilapidés ainsi, s'ajoutant aux milliards détournés chaque année des caisses de l'Etat par les dignitaires du régime et leurs proches sont autant d'argent perdu qui aurait pu servir à améliorer les routes, les hôpitaux et les écoles publiques qui font tant défaut au Mali. Mais ces choses-là sont loin des soucis de nos dirigeants.

T C H A D

LE BRIGANDAGE ET LA CORRUPTION COMME MODE DE GOUVERNEMENT

Voici quelques exemples qui illustrent le développement du brigandage et de la corruption qui gangrène à tous les niveaux l'administration et l'appareil d'Etat :

Un colonel de l'armée a trouvé un bon filon pour se remplir les poches. Il s'est retiré vers la ville de Dourbali, à quelques kilomètres au nord-est de Ndjaména avec une cinquantaine de combattants armés jusqu'aux dents. Ils disent qu'ils sont entrés en dissidence contre le régime de Déby. La presse a parlé de tentative de coup d'Etat. Il n'en est rien en réalité. Il s'est agi tout simplement d'un acte de grand banditisme.

Avant de se retirer de Ndjaména, avec certaines complicités, le colonel et ses hommes ont réussi à kidnapper la mère de Idriss Déby. Ils réclamaient pour sa libération 5 milliards de francs CFA. Déby alerte sa garde présidentielle qui a réussi

à localiser les "rebelles" puis à les encercler. Mais la situation était plus délicate. En ouvrant le feu sur les "dissidents", la garde présidentielle risquait de blesser ou même tuer la mère du président ainsi que des cousins de ce dernier. Les deux camps appartiennent à la même ethnie zaghawa, et de part et d'autre, ils sont frères, cousins, oncles, etc. Il semble même que l'otage se trouve être tante ou cousine des "dissidents".

Déby était obligé de négocier. Pendant la négociation, les "rebelles" ont été bien nourris avec l'argent des contribuables et les fonds provenant de l'exploitation du pétrole des gisements de Doba. Ils acceptent finalement 3 milliards, regagnent les rangs; aucune sanction n'a été prise contre eux.

Le deuxième exemple concerne la société nationale d'électricité. Une ONG a installé ses bureaux à Ndjaména; pendant près de 3 ans, il

n'y a eu aucun relevé du compteur, aucune facture n'est tombée, et les responsables pensaient que les services étaient gratuits, sans doute un cadeau du gouvernement. Mais un jour, à leur grande surprise, des agents débarquent et leur réclament 5 millions de francs CFA, en espèces. Après négociation, la facture est rabaissée à 3 millions. Mais pas un centime n'a atterri dans la caisse de l'Etat. La plus grosse partie de cette somme est allée dans les poches des hauts dignitaires et les hauts fonctionnaires du ministère concerné; certains petits agents et employés ont reçu une petite somme pour les empêcher d'être trop bavards.

Autre cas : celui de la

corruption généralisée qui règne dans l'administration. Les récentes statistiques de l'agence "Transparency international" sur la corruption dans le monde ont classé le Tchad parmi les Etats les plus corrompus, voire même le plus corrompu; les faits à Ndjaména semblent leur donner raison. Auparavant, dans les services administratifs, les fonctionnaires ou les employés étaient plus subtiles quand ils demandaient "hag al goro", c'est-à-dire le backchich. Maintenant ils ne se gênent pas, et cela passe même pour un droit. Malheur à celui qui refuse de donner; son dossier est tout simplement classé ou l'on le fait revenir pour rien, jusqu'à ce qu'il cède.

T C H A D

UN JOURNALISTE MENACÉ DE MORT

Un journaliste menacé de mort par le régime, a quitté furtivement Ndjaména en octobre dernier pour se réfugier en France. On lui a reproché sa collaboration avec les réalisateurs d'"Envoyé Spécial" de France 2 qui ont consacré une émission intitulée "L'enfance enchaînée" sur la maltraitance des enfants dans certaines écoles coraniques du Tchad.

C'est un article de ce journaliste paru dans une publication locale qui a en fait inspiré France 2. Cette émission a montré, pour la première fois publiquement, l'horreur et le calvaire des enfants ou parfois des adultes. Parce qu'ils étaient récalcitrants, ils sont confiés à des marabouts pour les dresser.

Dans certaines familles musulmanes, si un enfant est têtue ou désobéissant, le père le confie à un marabout pour l'éduquer, et le remettre, paraît-il, sur le droit chemin; cet enfant, au terme de son éducation, peut regagner sa famille.

Mais quelle éducation !

Dans ces centres d'éducation (maisons de redressement) qui sont pour la plupart des maisons de marabouts, les enfants sont enchaînés et sévèrement battus. Ces centres existent au coeur même de la capitale, par exemple à Ridina. La durée de cette éducation musclée peut aller, selon les cas, de quelques mois à plusieurs années.

Les téléspectateurs tchadiens n'ont pas vu cette émission de France 2 : les autorités ont brouillé les images. Parce que dans les milieux réactionnaires musulmans, le reportage, paraît-il, cherche à salir l'islam tchadien. Mais ces images ont déjà fait le tour du monde. Déby s'est senti donc obligé, pour ne pas salir un peu plus l'image de son régime, de condamner ces pratiques rétrogrades. Il a ordonné la fermeture du centre de Toukra dans lequel le reportage a été tourné. Mais les autres centres disséminés dans l'ensemble du pays continuent de sévir.

T C H A D**QUAND DES ÉLÈVES SOUTIENNENT
LEURS PROFESSEURS EN GRÈVE**

Les élèves qui ont décidé de soutenir leurs professeurs en grève pour exiger le versement de leurs salaires ainsi que les arriérés ont-ils été inspirés par l'exemple des jeunes des banlieues parisiennes? En tous cas ils ont utilisé la violence aveugle et inutile. Le mouvement commencé dans le Nord s'est rapidement étendu dans le Sud.

A Abéché dans le Nord, ville où cette manifestation de soutien a commencé, les élèves du lycée public franco-arabe sont descendus dans les rues le 26 novembre dernier. Ils ont blessé le directeur et le surveillant du lycée privé; ils ont saccagé ce lycée et brisé les vitres car les enseignants de cet établissement qui touchent leurs salaires n'ont pas fait grève.

Le 24 décembre, ce sont des élèves de Bongor dans le Sud qui ont pillé le marché populaire, détruit les documents des services des impôts; ils ont aussi saccagé les bureaux des douanes.

Dans le même mois, à Pala,

autre ville du Sud, il y a eu des casses. On a déploré trois morts, huit blessés dont deux très graves.

Enfin à Guéledeng, située à 153 km de Ndjaména, des élèves sont descendus en ville le 19 décembre. Ils ont arraché des nattes et des seccos (paille tressée pour la clôture des concessions) des habitants pour les brûler; ils ont également brûlé des seccos servant de clôture à une école publique. Une femme et son fils de sept ans ont été blessés.

Brûler la clôture d'une école, piller le marché, arracher les nattes et les seccos des petites gens pour les brûler dénote un manque de conscience sociale. En agissant ainsi, ils n'obtiendront pas la sympathie de la population.

Quant au pouvoir en place, sa responsabilité est lourde dans la mesure où l'enseignement ne fait pas partie de ses préoccupations. D'ailleurs en dehors de se remplir les poches, de mener un train de vie élevé, on se demande bien ce qui préoccupent les dirigeants.

IMMIGRATION**QUAND LES STARS DE LA JEUNESSE
S'ADRESSENT AUX JEUNES**

Après l'explosion dans les banlieues et les incendies de l'automne dernier un certain nombre de stars de la jeunesse se sont sentis investis du devoir d'aller au devant des jeunes pour leur donner des conseils en politique. Ainsi le rappeur Joey Starr, l'humoriste Jamel Debouzze, Lilian Thuram,

Jeans-Pierre Bacri, Mathieu Kassovitz et d'autres ont organisé dans la ville de Clichy-sous-Bois, ville qui symbolise l'explosion des banlieues, une réunion pour parler aux jeunes. Joey Starr disait son envie "de conscientiser tout le monde, de fédérer". Lui et ses amis veulent convaincre les jeunes de

s'inscrire sur les listes électorales pour, disent-ils "peser



Joey Starr (à droite) en
compagnie de ses amis

sur les votes au cours des prochaines élections". Les diverses déclarations sont du genre "on ne va pas changer le monde en un seul scrutin" (Joey Starr); "Voter, c'est la seule bagarre utile" (Djamel Debouzze); ou encore "la carte électorale est le seul préservatif contre l'extrême droite" (Guillaume Depardieu).

Voilà en résumé ce que ces stars parvenues à la grande renommée prodiguent comme conseil à la jeunesse des banlieues populaires. Ce sont des illusions car si le bulletin de vote pouvait changer quelque chose pour les classes populaires, ça se serait vu dans ce pays où les élections existent depuis très longtemps. Les partis de droite comme de gauche se succèdent au gouvernement et ont montré qu'ils sont plus soucieux de donner des cadeaux aux classes riches au détriment des couches populaires.

Les seules fois où les travailleurs ont obtenu des améliorations dans leurs conditions d'existence, c'est lorsqu'ils ont mené de grandes luttes sociales. Ce n'est pas dans les urnes que se joue l'avenir des exploités et de leurs enfants mais dans les rues, dans les entreprises, par des grèves, des manifestations et des mobilisations dans leurs quartiers.

Il y a des millions de travailleurs dans ce pays qui n'ont pas le droit de vote parce qu'ils sont immigrés. Ce n'est pas juste car ils travaillent, ils produisent des richesses, participent à la vie économique et sociale de ce pays et sont bien plus utiles que les bourgeois et tous les parasites qui ne vivent que du travail d'autrui. Mais même n'ayant pas ce droit de vote, ils peuvent influencer sur la vie politique de ce pays en participant aux luttes sociales, dans les entreprises et dans la rue lorsqu'il y a des manifestations, aux côtés des autres travailleurs.

La grande majorité des jeunes de banlieues, notamment ceux qu'on appelle la deuxième génération, ne s'intéressent pas à la vie politique. On ne peut que le déplorer et agir au niveau qui est le notre pour leur faire prendre conscience du rôle qu'ils peuvent jouer dans la transformation de cette société injuste, pour bâtir un monde sans exploitation et sans oppression. Tant mieux si les conseils de ces stars conduisent un certain nombre d'entre eux à s'inscrire sur les listes électorales. C'est un droit et il faut l'utiliser pour s'exprimer lors des élections. Mais croire que c'est avec ce papier que leur situation va changer, c'est se tromper lourdement.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.